

Ici commence la saga, qui pourtant devrait délecter les journalistes. Car la réalité dépasse parfois la fiction.

Cigarettes, whisky et pitites pépées (<https://www.youtube.com/watch?v=tv2x90zgr0>)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content>

/uploads/2015/06/nisman-8.jpg)

(Si vous vous demandez si c'est bien une..., oui oui, c'est bien une....)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content>

/uploads/2015/06/nisman-2.jpg)



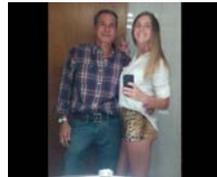
(<http://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/06/nisman-1.jpg>)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/06/nisman-4.jpg>)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/06/nisman-5.jpg>)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/06/nisman-7.jpg>)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/06/nisman-6.jpg>)



(<http://www.les-crises.fr/wp-content>

/uploads/2015/05/Nisman-620x400.jpg)

Quelques jours après la mort de Nisman, ont a vu apparaître sur des sites internet des photos où Nisman est en joyeuse compagnie (<http://www.republica.com.uy/nisman-un-hombre-de-la-noche/507988/>). Notamment des modèles – dont plusieurs sur une plage de Cancun (Mexique) où il est entouré de ces merveilleuses créatures. Interrogées, elles ont expliqué qu'elles avaient rencontré Nisman « par hasard » et que c'était un « ami », connu dans des salons de danse à Buenos Aires. On apprend que Nisman les fréquentait assidûment. Ainsi, tous les jeudis il recrutait des

(<http://arretsurinfo.ch/tag/maidan/>)
Mensonges d'Etat
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/mh17/>) MH17
(<http://arretsurinfo.ch/tag/novorossia/>) Novorossia
(<http://arretsurinfo.ch/tag/otn/>) OTAN
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/otan/>) Propagande
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/propagande/>)
Résistance palestinienne
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/resistance-palestinienne/>)
Sanctions (<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/sanctions/>) Stratégie de la tension
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/strategie-de-la-tension/>) Syria
(<http://arretsurinfo.ch/tag/syria/>) Terrorisme israélien
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-israelien/>)
Terrorisme takfiri
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-djihadiste/>) Vladimir Poutine
(<http://arretsurinfo.ch>)
(<http://arretsurinfo.ch/tag/vladimir-poutine/>)

jeunes modèles pour qu'elles l'accompagnent au RoseBar (<http://www.diarioveloz.com/notas/140666-que-tiene-rosebar-que-llamaba-tanto-la-atencion-del-fiscal-alberto-nisman>), un endroit select où il était reçu comme un VIP, avec son salon particulier.

Il n'y a rien à redire, a priori : c'est sa vie privée. Sauf que, en tant que personnage public et dirigeant d'un organisme « sensible », c'était pour le moins imprudent, car il donnait ainsi prise à d'éventuels pressions et chantages.

Mais, surtout, on a vite su qu'aux dates où Nisman se prélassait sur les plages mexicaines, il était officiellement au travail. Et qu'il était fait payer pour des jours de vacances qu'il n'aurait pas pris, faute de temps (l'enquête a montré qu'en cinq ans, Nisman a passé un an et demi (411 jours) en voyages, la grande majorité n'ayant rien à voir avec son activité – sans jamais avoir officiellement demandé des jours de vacances ; au point que sa femme réclame l'équivalent de 10 mois de salaires lui soient payés, pour vacances non prises...). En outre, il est apparu que Nisman avait payé le voyage à au moins deux de ces modèles-secrétaires, en première classe. Une facture de 20.000 dollars, aux frais du contribuable. On changeait de registre – surtout quand ça venait d'un magistrat. Mais ce ne sont là que peccadilles, qu'on peut attribuer au surmenage. La suite est devenue bien plus gênante.

Rentrée en scène tonitruante de l'ex, qui soutient la thèse de l'assassinat

Nouvel épisode : l'ex femme de Nisman (Arroyo Salgado) entre en scène. Juge fédéral – poste relativement élevé dans la hiérarchie judiciaire –, elle connaît toutes les ficelles pour freiner ou accélérer les procédures. Elle se porte partie civile au nom de ses filles et parcourt les médias en affirmant qu'il n'y avait aucun doute que Nisman a été assassiné – tout en traitant d'incapables la magistrate (Fein) responsable de l'enquête. Elle a tenté de la récuser, mais elle a été déboutée. Dénonçant le « parti pris » des légistes – pourtant dépendant de la Cour Suprême, plutôt hostile au gouvernement – et des autres enquêteurs, elle a proposé les siens, qui se sont empressés de contester leurs conclusions (préliminaires). Elle a bloqué l'expertise des ordinateurs personnels de Nisman, au nom du « respect de la vie privée ». C'est pourtant un élément essentiel de l'enquête, les légistes officiels datant la mort au dimanche matin, la partie civile au samedi soir (seule date où Nisman aurait pu être tué par Lagomarsino – voir plus loin). Or Nisman aurait lu la presse sur son ordinateur le dimanche, tôt le matin. Trois mois après la mort de Nisman, l'expertise n'est toujours pas terminée, l'ex continuant l'obstruction par tous les moyens (qu'elle connaît bien).

Tout cela est évidemment une aubaine pour les médias, dont l'ex de Nisman est devenue la vedette – plus ça traîne, plus on entretient la thèse de l'assassinat et des « mains ensanglantées » de la présidente. Pourquoi une telle politique d'obstruction systématique de l'ex ? Difficile à dire. Il ne semble pas que ce soit par haine du gouvernement – il y a des limites. Préserver l'image de leur père pour ses deux filles ? Une histoire d'assurance vie – non valable s'il y a suicide ? On ne sait trop.

Quoi qu'il en soit, en plus de soutenir la thèse de l'assassinat, **l'ex femme désigne un coupable**. Un nouveau personnage trouble rentre sous les feux de la rampe, à son grand regret : Diego Lagomarsino, un jeune informaticien, homme de main et de confiance de Nisman, avec lequel il faisait une partie de ses nombreuses virées à l'étranger, personnage aux tâches mal définies, auquel il versait un salaire étonnamment élevé (10 fois le smic). Selon lui, c'est Nisman qui lui avait demandé le pistolet avec lequel il s'est tué (après avoir fait la même requête à ses gardes du corps, qui avaient refusé, notamment parce que Nisman n'avait pas de permis de port d'arme). L'ex a **publiquement accusé Lagomarsino d'avoir assassiné Nisman** – il l'aurait tué le samedi soir, au moment où il dit lui avoir amené le pistolet, les caméras de l'immeuble l'ayant filmé alors. D'où l'importance du moment de la mort, le dimanche matin Lagomarsino ayant un alibi irréfutable.

Ce faisant, l'ex a déclenché une nouvelle affaire dans l'affaire, dont elle se serait probablement passée.

Le compte caché aux Etats Unis et les ñoquis

Pour quel motif Lagomarsino aurait-il tué celui qui le rémunérait si grassement ? Selon l'ex, c'est pour de l'argent : elle a expliqué que la sœur et la mère de Nisman lui avaient raconté que Nisman détenait un compte aux Etats Unis, chez Merrill Lynch (compte N° 5v3-50653) à New York, au nom de sa mère et sa sœur, mais aussi de Lagomarsino – Nisman n'en étant que son fondé de pouvoir. Il avait expliqué à Lagomarsino qu'« étant donné son statut, il ne voulait pas que son nom figure parmi les détenteurs du compte ». Compte non déclaré, bien entendu. D'ailleurs, la feuille d'impôts de Nisman était particulièrement simple : il ne possédait rien, aucune épargne, en titres ou autres, même pas de voiture. Pourtant il utilisait une grosse AUDI, dans le garage de son appartement, qui appartenait à une société dont un des propriétaires est quelqu'un de connu pour ses liens étroits avec l'ambassade US (<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/264672-71266-2015-01-24.html>) (si ce n'est la CIA)

Face à l'accusation d'être l'assassin, la langue de Lagomarsino s'est déliée – surtout, celle de son avocat. Il disait s'être tu jusqu'alors pour « respect pour le mort », mais il était maintenant obligé de parler pour se défendre. Il a expliqué qu'il ne savait pas grand chose de ce compte – il s'en était seulement servi pour payer des impôts pour des terrains que Nisman aurait en Uruguay et quelques dépenses pour des appartements à Miami. Mais, surtout, il a révélé qu'il était convenu lorsque Nisman l'a embauché qu'il lui **reverserait la moitié de son salaire chaque mois**, de la main à la main. Il ne serait pas le seul à le faire : Nisman aurait passé un accord similaire avec un ami d'enfance, une « nutritionniste » et deux secrétaires (dont une modèle), tous embauchés par la « cellule de recherche » AMIA dont il était le chef – qui avait la particularité de n'avoir pas de compte à rendre à personne, vu le caractère spécial de sa mission. Cellule qui n'a pratiquement rien produit depuis des années – on voyait d'ailleurs rarement ses membres dans les bureaux. Tous ont promptement démissionné à la mort de Nisman. En Argentine, on appelle « ñoquis » les personnes embauchées occasionnellement et pour des tâches particulières par des organismes d'Etat – un peu comme les attachés parlementaires en France – et qui, en fait, ne font rien ou pas grand chose.

C'est probablement sans s'en rendre compte que la juge Arroyo Salgado, ex femme de Nisman, a ainsi largement contribué à démolir l'image, déjà dégradée par l'affaire des modèles, du petit magistrat intègre s'attaquant au Léviathan populiste. En ce qui la concerne, les démêlés avec la justice de son compagnon actuel ont de quoi surprendre (<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/268184-71943-2015-03-15.html>).

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. La saga continue

La sœur et la maman

Mises en cause, la sœur et la mère de Nisman ont été convoquées pour s'expliquer à propos du compte aux USA. Elles ont alors dit qu'elles ne savaient rien, que Nisman leur avait fait signer des papiers en blanc, en leur donnant un numéro de téléphone où appeler à New York « au cas où il lui arriverait quelque chose ». Ce qu'elles ont fait, à peine le décès connu. Elles ne l'ont toutefois pas fait de chez elles ou de leur téléphone personnel. Trop simple ... Elles ont appelé d'une boutique téléphonique (*locutorio*) dont elles avaient « oublié l'adresse ». Le correspondant de la banque US les a reconnues, mais il leur a dit que pour les renseigner, elles devaient d'abord demander le mot de passe à Lagomarsino. C'est ainsi qu'elles auraient appris qu'il était aussi dans le coup. Elles se sont empressées de le signaler à l'ex femme, qui a alors fait l'erreur de le désigner comme l'assassin (elle devait probablement ignorer le truc du salaire reversé à Nisman).

Il n'y a pas que cela : la mère a dû reconnaître que Nisman possédait 4 coffres forts, dont deux dans deux succursales d'une banque de Buenos Aires, qu'elle s'est empressée de vider à peine connue la mort de son fils. Les employés de la banque pouvaient attester... Qu'y avait-il dans ces coffres ? Mystère. De toutes façons, elle peut dire n'importe quoi et avoir supprimé les documents compromettants. L'étude des comptes bancaires de Nisman ayant révélé, par la suite, qu'il versait régulièrement des charges (4000 euros par trimestre) pour trois terrains situés près de la station balnéaire chic de Punta del Este (Uruguay), il s'est avéré que ces terrains étaient au nom de sa mère. Celle-ci a reconnu s'être déplacée (<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-272176-2015-05-07.html>), à la demande de son fils, à Montevideo pour signer des papiers dont elle ignorait tout (finalité, personnes concernées, etc.). Elle ne se souvenait même plus du nom ni de l'adresse du notaire où cela s'était passé. Une mère dévouée corps et âme à son fils, qui ne voulait rien voir, rien entendre, rien savoir. Seulement signer, les yeux fermés, quand il le lui demandait...

La mère de Nisman aurait dû, en réalité, être inculpée pour recel et blanchiment d'argent, mais vu les circonstances, la magistrate chargée de l'affaire Nisman (Fein) s'est contentée de transmettre le dossier, notamment en ce qui concerne le blanchiment d'argent, à un autre magistrat, qui continue l'enquête auprès des banques et autorités d'Uruguay et des Etats Unis (pour le moment ...). Reste encore un fait étrange au sujet des coffres de Nisman : dans un coffre qu'il détenait à l'AMIA, on a découvert **deux documents** signés de sa main : l'un explique que le gouvernement et Cristina Kirchner l'avaient soutenu toujours dans sa tâche, avec le sincère désir de connaître la vérité, et qu'il n'y avait donc rien à leur reprocher. Dans l'autre document, Nisman y décrit la « conspiration » visant à étouffer l'affaire, à disculper les iraniens pour obtenir du blé contre du pétrole (que les raffineries argentines ne peuvent traiter, car ayant trop de souffre ..), etc. C'est sur la base de ce deuxième document qu'il a fait sa tonitruante demande d'inculpation de la présidente en plein milieu des vacances (d'été). Pourquoi ce choix ? Mystère.

La mère de Nisman a aussi révélé qu'en fouillant dans les affaires que son fils avait déposées chez elle, il y avait deux pistolets, dont un du même modèle que celui qui est à l'origine de sa mort. Nisman n'avait pas de port d'arme. Pourquoi ces pistolets non déclarés ? Mystère.

Reste aussi à trouver la provenance de l'argent ayant permis à Nisman de mener un train de vie exorbitant – voyages incessants, entretien ou achat de propriétés, etc. Ses cartes bancaires révèlent des achats de 7000 euros par mois (<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-272318-2015-05-09.html>), en moyenne – certaines estimations avançant un chiffre proche de 30.000 euros mensuels, si on tient compte de ses divers placements. Bien loin de ses revenus – sans parler de sa déclaration d'impôts. Nisman était quand même un homme de loi

Reste aussi à mettre le grappin sur l'« agent secret » Stiusso, collaborateur et informateur (et manipulateur) privilégié de Nisman – disparu et recherché par Interpol à la demande du gouvernement argentin.

Pendant ce temps, Cristina K – dont c'est le « crépuscule », dans une « ambiance de fin de règne, avec sa succession d'épisodes pathétiques » (*Le Monde*), est fortement remontée dans les sondages (http://internacional.elpais.com/internacional/2015/04/20/actualidad/1429566157_912993.html), s'approchant des 45% d'approbation (après 12 ans au pouvoir : qui dit mieux ?). Si elle pouvait se représenter pour un troisième mandat, il y a de bonnes chances qu'elle serait réélue dès le premier tour.

On attend avec impatience que la « presse internationale » raconte enfin la suite de la passionnante histoire du petit magistrat intègre qui a osé s'attaquer à l'ogre populiste. Va-t-on le donner en exemple à nos enfants ?

Les 3 juges mentionnés :

Servini de Cubría ("neutre", très respectée, pour son impartialité). Juge "de garde" ayant refusé de rompre la trêve estivale

Canicoba Corral : chargé du dossier, seul habilité à inculper. Pas hostile au gouvernement.

Rafecas : chargé de reprendre le dossier après la mort de Nisman. Plutôt en mauvais termes avec le gouvernement (il a inculqué le vice président pour une affaire compliquée, basée sur des ragots – cas Ciccone).

De Luca : juge ayant tranché définitivement après appel de la décision de Rafecas. Pas hostile au gouvernement.

Il faut voir que les deux derniers ont été soumis à une immense pression des médias : difficile de dire que leur "héros" avait un dossier vide.

Traduction d'un article du quotidien argentin de gauche Pagina 12

Página 12 (<http://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/05/Unknown3.jpg>)

Dimanche, 1^{er} mars 2015

Comment les démentis à la soi-disant CONSPIRATION se sont accumulés

Ce qui a provoqué l'effondrement de l'accusation faite par Nisman

L'ex directeur d'Interpol affirmant que tout était faux, les preuves de Timmerman (ministre des affaires étrangères impuète), le silence des associations juives concernées (AMIA et DAIA), le refus par la juge de service Servini de Cubría de rompre la trêve d'été et celui du juge responsable du dossier Canicoba Corral d'entériner l'accusation, l'ex agent secret Stiusso qui ne lui répondait pas au téléphone.

Par Raúl Kollmann et Irina Hauser

Le juge fédéral Daniel Rafecas, chargé de trancher sur les accusations portées par le procureur Nisman, a décidé de ne pas y donner suite. Pour justifier sa décision, il passe en revue minutieusement les preuves soumises par Nisman et les réfute toutes, une à une. L'intervention très remarquée de l'ex dirigeant d'Interpol, l'américain Ronald Noble – qui a publiquement qualifié, notamment dans le *Wall Street Journal*, l'accusation de fausse – a largement contribué à son effondrement. Cependant, une étude chronologique encore plus large que celle du juge, sur la base des éléments contenus dans le dossier, prouve que la succession de coups subis en quelques jours par Nisman fut particulièrement rude.

Le retour

Il ressort du dossier que Nisman a décidé en décembre 2014 qu'il reviendrait d'Espagne le 12 janvier 2015 (rapport d'Iberia et témoignage d'une de ses secrétaires). Ce qui a été mal ressenti par sa fille aînée, alors qu'il l'avait amené en voyage à travers l'Europe. Nisman avait maintenu secret son retour. Il n'avait ni prévenu son ex femme, Sandra Arroyo Salgado, qui l'a très mal pris, ni ses proches

Pourquoi est-il revenu ? Il y a actuellement deux réponses différentes à cette question. La première est que lui était parvenu la rumeur qu'on voulait lui enlever la direction de l'enquête sur l'attentat de l'AMIA. Ce qui l'aurait poussé à rendre publique l'accusation, empêchant ainsi que l'affaire lui soit retirée. En fait, bien que les familles des victimes demandaient depuis longtemps son renvoi, le procureur général venait d'effectuer des changements en décembre sans que sa position ne change.

La deuxième réponse est que Nisman pensait provoquer un énorme coup de théâtre politique en pleine période estivale, avec des tribunaux tournant au ralenti – les nouvelles sont alors plutôt rares. Cette précipitation expliquerait les faiblesses du dossier qu'il a présenté, notamment l'absence de la transcription des écoutes téléphoniques – un élément présenté comme essentiel par l'accusation. A cela s'ajoute un fait surprenant relaté dans la sentence du juge Rafecas : on a trouvé dans le coffre de Nisman a l'AMIA un autre rapport signé de sa main, daté en janvier 2015, qui soutient exactement le contraire de ce qu'il avance dans son dossier d'accusation. Dans cet autre rapport il explique que le mémorandum signé par le gouvernement argentin avec celui d'Iran ne peut être qualifié de délit ; il peut même être considéré comme un pas en avant compréhensible, son objectif n'étant pas d'aider les iraniens, mais au contraire d'« asseoir les accusés devant le juge et permettre ainsi de faire avancer la cause et d'aboutir à un procès ». Ce rapport *bis* a été remis au juge Rafecas par le secrétaire juridique de Nisman, le docteur S. Castro.

Nisman a donc pris un avion à Madrid le 12 janvier, en suscitant un conflit familial, pour présenter une accusation mal fagotée et s'appuyant sur des faits supposés sur lesquels il avait aussi une opinion opposée ..

L'accusation

Le juge Rafecas dresse une liste de ce qui est arrivé les jours ayant suivi la mise an accusation faite par Nisman le 14 janvier.

– *le jeudi 15*, le ministre des affaires étrangères H. Timerman a rendu publique la lettre qu'il a envoyée, peu après la signature du mémorandum avec l'Iran, au directeur d'alors d'Interpol, R. Noble. Il y affirme deux fois qu'il n'est pas question de changer quoi que ce soit dans les mandats d'arrêt et que n'importe quelle modification ne pouvait être le fait que du juge Rodolfo Canicoba Corral, chargé du dossier. Cela alors que Nisman affirmait que le gouvernement avait essayé de faire lever les mandats d'arrêt.

- *Le même jeudi* le juge Rodolfo Canicoba Corral fait une déclaration lapidaire :

"L'accusation du docteur Nisman n'a aucune valeur, ou presque, en ce qui concerne les preuves apportées ».

Il signale qu'elle est basée sur un travail effectué par les services de renseignement, sans aucune valeur sur le plan juridique. Il reproche en outre à Nisman d'avoir travaillé pendant deux ans sans en avoir référé à aucun juge – contre tous les usages.

– La juge María Romilda Servini de Cubría a refusé le même jour de lever la trêve judiciaire, comme le demandait par Nisman. Elle n'en voyait pas l'urgence et surtout elle ne voyait pas où étaient les preuves permettant de soutenir l'accusation.

– Les deux organisations de référence de la communauté juive, AMIA et DAIA, n'ont pas émis de communiqué soutenant l'accusation. « Nous attendons les preuves » ont dit les principales associations des victimes.

– *Le jour suivant* Nisman a essayé de modifier le tir en disant que le gouvernement ne pouvait pas changer les mandats d'arrêt, mais qu'il avait tenté d'en modifier le caractère, en demandant qu'ils ne relèvent plus de l'urgence (« alerte rouge »).

– *Ce même vendredi* la nouvelle version de Nisman a reçu un coup fatal quand Timerman a rendu public le mail de R.Noble où il détaillait tout ce qu'avait fait le ministre pour qu'on ne modifie en rien les mandats d'arrêt. Y compris deux visites faites par Timerman au siège d'Interpol à Lyon, alors que Nisman prétendait qu'il y était allé pour négocier la mise en veilleuse de ces mandats d'arrêt – retrait de l'« alerte rouge ». Noble l'a démenti de façon catégorique, en allant jusqu'à affirmer le contraire publiquement, par écrit, en précisant que Nisman est venu à Lyon pour lui dire que "le gouvernement argentin était engagé à cent pour cent pour le maintien des mandats d'arrêt sous leur forme actuelle".

– Le même jour, Nisman a reçu un autre coup très dur, selon l'ex Directeur des Operations des Services de renseignement (*Secretaría de Inteligencia*), Antonio "Jaime" Stiusso. Un des membres de l'équipe de Nisman a affirmé qu'il attendait que Stiusso lui apporte plus d'éléments (écoutes téléphoniques) pour soutenir son accusation. Ce vendredi, l'ex directeur de des « analyses » des services, Alberto Massino, lui a dit qu'il n'avait rien de plus à lui fournir..

– *Le samedi 17* il était clair que Nisman allait être en grande difficulté le lundi suivant, devant le parlement. Il avait pensé faire sa présentation avec la seule présence de l'opposition. Les choses auraient été simples : il ferait un exposé à huis clos et ensuite une conférence de presse où il serait entouré des figures de l'opposition, qui l'approuveraient. Mais le parti gouvernemental, le *FPV*, venait d'annoncer que non seulement il serait là, mais demandait que la session soit télévisée. La députée (violemment) d'opposition Patricia Bullrich a témoigné devant la magistrate chargée de l'enquête (Fein) combien Nisman était inquiet devant la perspective d'avoir à répondre aux questions que lui poseraient les législateurs du *FpV*..

– *Ce même samedi*, Nisman a appelé trois fois l'agent Stiusso, en lui laissant des messages, lui demandant de le rappeler. Stiusso prétend avoir mis en veille ses appareils, mais cela n'explique pas pourquoi il n'avait pas rappelé celui qui avait travaillé en tandem avec lui pendant 10 ans. Le juge responsable du dossier, Canicoba Corral, avait expliqué que "la logique veut toujours que le procureur dirige et l'espion est son auxiliaire. Dans leur cas, c'était le contraire. Stiusso était celui qui apparaissait être aux commandes". En outre, lors de sa déclaration devant Fein, Stiusso a pris ostensiblement ses distances par rapport à Nisman: "Nous lui avons donné les écoutes téléphoniques mais nous ne savons pas comment il allait établir un lien entre elles et les membres inculpés du gouvernement". "S'il m'avait consulté en ce qui concerne l'accusation, je lui aurais conseillé d'agir autrement".

Vu cette succession de démentis et de désaveux, le panorama était très sombre pour Nisman le dimanche 18, la veille de sa prestation (télévisée) devant le parlement..

Página 12

Complément : On a appris cette semaine que les 13 experts médicaux "officiels" (relevant de la Cour suprême)

viennent de rendre leur rapport qu'aucun élément permettait d'appuyer la thèse de l'assassinat – avancée par la partie civile (seuls les 2 experts nommés par elle ont refusé de signer le rapport).

Comment les démentis a la soi-disant CONSPIRATION se sont accumulés

Ce qui a provoqué l'effondrement de l'accusation faite par Nisman

L'ex directeur d'Interpol affirmant que tout était faux, les preuves de Timmerman (ministre des affaires étrangères imputé), le silence des associations juives concernées (AMIA et DAIA), le refus par la juge de service Servini de Cubría de rompre la trêve d'été et celui du juge responsable du dossier Canicoba Corral d'entériner l'accusation, l'ex agent secret Stiusso qui ne lui répondait pas au téléphone.

Par Raúl Kollmann et Irina Hauser

Le juge fédéral Daniel Rafecas, chargé de trancher sur les accusations portées par le procureur Nisman, a décidé de ne pas y donner suite. Pour justifier sa décision, il passe en revue minutieusement les preuves soumises par Nisman et les réfute toutes, une à une. L'intervention très remarquée de l'ex dirigeant d'Interpol, l'américain Ronald Noble – qui a publiquement qualifié, notamment dans le *Wall Street Journal*, l'accusation de fausse – a largement contribué à son effondrement. Cependant, une étude chronologique encore plus large que celle du juge, sur la base des éléments contenus dans le dossier, prouve que la succession de coups subis en quelques jours par Nisman fut particulièrement rude.

Le retour

Il ressort du dossier que Nisman a décidé en décembre 2014 qu'il reviendrait d'Espagne le 12 janvier 2015 (rapport d'Iberia et témoignage d'une de ses secrétaires). Ce qui a été mal ressenti par sa fille aînée, alors qu'il l'avait amené en voyage à travers l'Europe. Nisman avait maintenu secret son retour. Il n'avait ni prévenu son ex femme, Sandra Arroyo Saigado, qui l'a très mal pris, ni ses proches

Pourquoi est-il revenu ? Il y a actuellement deux réponses différentes à cette question. La première est que lui était parvenu la rumeur qu'on voulait lui enlever la direction de l'enquête sur l'attentat de l'AMIA. Ce qui l'aurait poussé à rendre publique l'accusation, empêchant ainsi que l'affaire lui soit retirée. En fait, bien que les familles des victimes demandaient depuis longtemps son renvoi, le procureur général venait d'effectuer des changements en décembre sans que sa position ne change.

La deuxième réponse est que Nisman pensait provoquer un énorme coup de théâtre politique en pleine période estivale, avec des tribunaux tournant au ralenti – les nouvelles sont alors plutôt rares. Cette précipitation expliquerait les faiblesses du dossier qu'il a présenté, notamment l'absence de la transcription des écoutes téléphoniques – un élément présenté comme essentiel par l'accusation. A CELA s'ajoute un fait surprenant relaté dans la sentence du juge Rafecas : on a trouvé dans le coffre de Nisman a l'AMIA un autre rapport signé de sa main, daté en janvier 2015, qui soutient exactement exactement le contraire de ce qu'il av avance dans son dossier d' accusation. Dans cet autre rapport il explique que le mémorandum signé par le gouvernement argentin avec celui d'Iran ne peut être qualifié de délit ; il peut même être considéré comme un pas en avant compréhensible, son objectif n'étant pas d'aider les iraniens, mais au contraire d' « asseoir les accusés devant le juge et permettre ainsi de faire avancer la cause et d'aboutir à un procès ». Ce rapport *bis* a été remis au juge Rafecas par le secrétaire juridique de Nisman, le docteur S. Castro.

Nisman a donc pris un avion à Madrid le 12 janvier, en suscitant un conflit familial, pour présenter une accusation mal fagotée et s'appuyant sur des faits supposés sur lesquels il avait aussi une opinion opposée ..

L'accusation

Le juge Rafecas dresse une liste de ce qui est arrivé les jours ayant suivi la mise an accusation faite par Nisman le 14 janvier.

- *le jeudi 15*, le ministre des affaires étrangères H. Timmerman a rendue publique la lettre qu'il a envoyée, peu après la signature du mémorandum avec l'Iran, au directeur d'alors d'Interpol, R. Noble. Il y affirme deux fois qu'il n'est pas question de changer quoi que ce soit dans les mandats d'arrêt et que n'importe quelle modification ne pouvait être le fait que du juge Rodolfo Canicoba Corral, chargé du dossier. Cela alors que Nisman affirmait que le gouvernement avait essayé de faire lever les mandats d'arrêt.

- *Le même jeudi* le juge Rodolfo Canicoba Corral fait une déclaration lapidaire :

"L'accusation du docteur Nisman n'a aucune valeur, ou presque, en ce qui concerne les preuves apportées ».

Il signale qu'elle est basée sur un travail effectué par les services de renseignement, sans aucune valeur sur le plan juridique. Il reproche en outre à Nisman d'avoir travaillé pendant deux ans sans en avoir référé à aucun juge – contre tous les usages.

- La juge María Romilda Servini de Cubría a refusé le même jour de lever la trêve judiciaire, comme le demandait par Nisman. Elle n'en voyait pas l'urgence et surtout elle ne voyait pas où étaient les preuves permettant de soutenir l'accusation.

- Les deux organisations de référence de la communauté juive, AMIA et DAIA, n'ont pas émis de communiqué soutenant l'accusation. « Nous attendons les preuves » ont dit les principales associations des victimes.

- *Le jour suivant* Nisman a essayé de modifier le tir en disant que le gouvernement ne pouvait pas changer les mandats d'arrêt, mais qu'il avait tenté d'en modifier le caractère, en demandant qu'ils ne relèvent plus de l'urgence (« alerte rouge »).

- *Ce même vendredi* la nouvelle version de Nisman a reçu un coup fatal quand Timmerman a rendu public le mail de R.Noble où il détaillait tout ce qu'avait fait le ministre pour qu'on ne modifie en rien les mandats d'arrêt. Y compris deux visites faites par Timmerman au siège d' Interpol à Lyon, alors que Nisman prétendait qu'il y était allé pour négocier la mise en veilleuse de ces mandats d'arrêt – retrait de l' « alerte rouge ». Noble l'a démenti de façon catégorique, en allant jusqu'à affirmer le contraire publiquement, par écrit, en précisant que Nisman est venu à Lyon pour lui dire que "le gouvernement argentin était engagé à cent pour cent pour le maintien des mandats d'arrêt sous leur forme actuelle".

- Le même jour, Nisman a reçu un autre coup très dur, selon l'ex Directeur des Operations des Services de renseignement (*Secretaría de Inteligencia*), Antonio "Jaime" Stiusso. Un des membres de l'équipe de Nisman a affirmé qu'il attendait que Stiusso lui apporte plus d'éléments (écoutes téléphoniques) pour soutenir son accusation. Ce vendredi, l'ex directeur de des « analyses » des services, Alberto Massino, lui a dit qu'il n'avait rien de plus à lui fournir..

- *Le samedi 17* il était clair que Nisman allait être en grande difficulté le lundi suivant, devant le parlement. Il avait pensé faire sa présentation avec la seule présence de l'opposition. Les choses auraient été simples : il ferait un exposé à huis clos et ensuite une conférence de presse où il serait entouré des figures de l'opposition, qui l'approuveraient. Mais le parti gouvernemental, le *FPV*, venait d'annoncer que non seulement il serait là, mais demandait que la session soit télévisée. La député (violemment) d'opposition Patricia Bullrich a témoigné devant la magistrature chargée de l'enquête (Fein) combien Nisman était inquiet devant la perspective d'avoir à répondre aux questions que lui poseraient les législateurs du *FpV*.

- *Ce même samedi*, Nisman a appelé trois fois l'agent Stiusso, en lui laissant des messages, lui demandant de le rappeler. Stiusso prétend avoir mis en veille ses appareils, mais cela n'explique pas pourquoi il n'avait pas rappelé celui qui avait travaillé en tandem avec lui pendant 10 ans. Le juge responsable du dossier, Canicoba Corral, avait expliqué que "la logique veut toujours que le procureur dirige et l'espion est son auxiliaire. Dans leur cas, c'était le contraire. Stiusso était celui qui apparaissait être aux commandes". En outre, lors de sa déclaration devant Fein, Stiusso a pris ostensiblement ses distances par rapport à Nisman: "Nous lui avons donné les écoutes téléphoniques mais nous ne savons pas comment il allait établir un lien entre elles et les membres inculpés du gouvernement". "S'il m'avait consulté en ce qui concerne l'accusation, je lui aurais conseillé d'agir autrement".

Vu cette succession de démentis et de désaveux, le panorama était très sombre pour Nisman le dimanche 18, la veille de sa prestation (télévisée) devant le parlement..

Pagina 12 (<http://macroeco.ddns.net/pieces-jointes/Pagina12Nisman.html>), 1er mars 2015



(http://www.les-crises.fr/wp-content

/uploads/2015/06/nisman-9.jpg)

Les-Crises.fr – 28 mai 2015

Source: <http://www.les-crises.fr/laffaire-nisman-ce-que-vous-ne-trouverez-pas-dans-les-media/> (http://www.les-crises.fr/laffaire-nisman-ce-que-vous-ne-trouverez-pas-dans-les-media/)

Tweet (<http://twitter.com/share>)

Alberto Nisman (), AMA (), Argentine (), Cristina Fernández de Kirchner ()

Je soutiens Arrêt Sur Info
(<http://arretsurinfo.ch>
/donations/)

- Accueil (<http://arretsurinfo.ch/accueil/>)
- International (<http://arretsurinfo.ch/category/international/>)
- Politique (<http://arretsurinfo.ch/category/politique/>)
- Médias (<http://arretsurinfo.ch/category/medias/>)
- Société (<http://arretsurinfo.ch/category/societe/>)
- Culture (<http://arretsurinfo.ch/category/culture/>)
- Vidéos (<http://arretsurinfo.ch/category/videos/>)
- Silviacattori.net (<http://silviacattori.net/>)
- A propos (<http://arretsurinfo.ch/qui-sommes-nous/>)
- Charte d'Arrêt sur info (<http://arretsurinfo.ch/page/d-exemple/>)
- Participer (<http://arretsurinfo.ch/blog/>)
- Auteurs référencés (<http://arretsurinfo.ch/auteurs/>)
- Contact (<http://arretsurinfo.ch/contact/>)
- Pourquoi une donation ? (<http://arretsurinfo.ch/pourquoi-une-donation-2/>)
- Proposez vos traductions (<http://arretsurinfo.ch/proposez-vos-artides/>)

© 2015 Arrêt sur Info. All Rights Reserved.

